

Province de Québec  
Municipalité de Fassett

Procès-verbal de l'assemblée régulière tenue le 08 août 2018 à 19h30 à l'Hôtel de ville situé au 19 rue Gendron à Fassett, à laquelle sont présents, madame la conseillère et messieurs les conseillers : Josiane Charron, Claude Joubert, François Clermont, Gabriel Rousseau.

Absences motivées : Sylvain Bourque, Jean-Yves Pagé.

Formant quorum et siégeant sous la présidence de Monsieur le maire, Éric Trépanier.

Est également présente : Chantal Laroche, Directrice générale par intérim.

► **ORDRE DU JOUR**

1. Ouverture de l'assemblée
2. Appel des conseillers, conseillère
3. Lecture et adoption de l'ordre du jour
4. Approbation des procès-verbaux de l'assemblée régulière et extraordinaire du 4 et 9 juillet 2018.
5. Parole à l'assistance
6. Rapport
  - 6.1 De l'Officière municipale en urbanisme
  - 6.2 Des inspecteurs municipaux
  - 6.3 Du directeur des incendies
  - 6.4 Du maire
  - 6.5 Des conseillers, conseillère
  - 6.6 Date des élections partielles
7. Finances
  - 7.1 Approbation des dépenses avec les chèques numéro 10764 à 10798 au montant de 38 717.07\$ et les prélèvements numéro 2105 à 2123 au montant de 11 334.68\$ et des salaires payés pour un montant de 13 085.38\$.
  - 7.2 En juillet des salaires payés pour le mois de juin pour un montant de 7694.27\$ pour la bibliothèque, les élus, primes des élus et les pompiers.
8. Correspondance
9. Suivi des dossiers
  - 9.1 Fabrique Notre-Dame-de-Bonsecours – Recherche de volontaire pour siéger sur le comité de travail;
10. Avis de motion
11. Résolutions
  - 11.1 Autorisation de passage pour la dixième édition – Défi 911, 25 septembre 2018;
  - 11.2 Autorisation à l'administration – carte de crédit Desjardins;
  - 11.3 Adoption de la facture no. 2086 de N. Sigouin Infra-Conseil au montant de 5 862.50 \$ plus taxes applicables;
  - 11.4 Adoption de la facture no. 1807-30 de LNA au montant de 3 852.80 \$ plus taxes applicables;

Province de Québec  
Municipalité de Fassett

- 11.5 Adoption de la facture no. 12 506 de Lapointe Beaulieu Avocats s.a. au montant de 1025.65\$ plus taxes applicables;
  - 11.6 Projet de résolution – demande de dérogations mineures – 438 rue Principale;
  - 11.7 Autorisation à la directrice générale par intérim – augmentation de la marge de crédit;
  - 11.8 Approbation des factures no. 1244 – corrigée et no. 1245 de Karl Marcotte Excavation, aux montants respectifs de 2 231.50\$ et 950.00\$ plus taxes applicables;
  - 11.9 Officialisation du poste de secrétaire trésorière adjointe et augmentation salariale;
  - 11.10 Amendement de la résolution 2018-04-086 – changement de signataire;
12. Varia
- 12.1 MMQ – Visite de conformité des installations – suivi;
  - 12.2 Demande de SACO – travaux compensatoires;
  - 12.3 Demande de prolongation de permis et entente – 294 rue Principale;
13. Période de questions
14. Levée de l'assemblée

**OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE**

Monsieur le maire, Éric Trépanier, déclare l'assemblée ouverte à 19h30.

**2018-08-174**

**Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par Monsieur le conseiller Claude Joubert que l'ordre du jour soit adopté tel que présenté.

Adopté à l'unanimité.

**2018-08-175**

**Approbation des procès-verbaux du 4 et 9 juillet 2018.**

Il est proposé par Monsieur le conseiller, François Clermont les procès-verbaux du 4 et 9 juillet soient adoptés.

Adopté à l'unanimité.

► **PAROLE À L'ASSISTANCE**

► **RAPPORT**

- **L'Officière municipale en urbanisme a déposé son rapport.**
- **L'inspecteur municipal aucun rapport.**
- **Le Directeur des incendies aucun rapport.**
- **Rapport du maire**

1. Les différents dossiers suivent leur cours. Demain, soit jeudi, une rencontre extraordinaire aura lieu afin d'octroyer les contrats de

Province de Québec  
Municipalité de Fassett

réparation ainsi que de pavage de la 148, suite aux invitations lancées.

- **Rapports des conseillers et conseillère**

- **Jean-Yves Pagé - Absent**

- **François Clermont**

1. Une demande de subvention faite en mars 2018 a été refusée. Le conseil prévoit réitérer sa demande de subvention lors de la réouverture de cette dernière en 2019.
2. Une innovation arrive au dépanneur de Fassett; un dépôt de bibliothèque vivante sera maintenant accessible à cet endroit.

- **Josiane Charron**

- 1 L'organisation de la fête de la famille, qui aura lieu le 25 août prochain suit son cours.

- **Claude Joubert**

1. La responsable du service de Poste Canada de Fassett se retirera en avril 2019. Un appel d'offre concernant la possibilité d'un nouvel emplacement aura donc lieu prochainement.

- **Sylvain Bourque – Absent**

- **Gabriel Rousseau – Aucun point particulier**

**2018-08-176**

**Approbation des dépenses et adoption des chèques 10 764 à 10 798 au montant de 38 717.07 \$, des prélèvements numéro 2 105 à 2 123 au montant de 11 334.68 \$ et des salaires payés pour un montant de 13 085.38 \$.**

Il est proposé par Monsieur le conseiller François Clermont et résolu ;

QUE les comptes payés par les chèques numéros 10 764 à 10 798 au montant de 38 717.07 \$ ainsi que des prélèvements automatiques numéros 2 105 à 2 123 pour un montant 11 334.68 \$ \$ soient et sont ratifiés par ce conseil et d'en charger les montants au compte de la Municipalité de Fassett (compte # 603747).

Adopté à l'unanimité.

**2018-08-177**

**Approbation des dépenses de juillet des salaires payés pour le mois de juin pour un montant de 7 694.27 pour la bibliothèque, les élus, primes des élus et les pompiers.**

Il est proposé par Madame la conseillère Josiane Charron et résolu ;

QUE les salaires payés du 1<sup>er</sup> juillet au 31 juillet 2018 au montant de 13 085.38 \$, comprenant les salaires et primes des élus, les salaires des pompiers de même que les salaires d'exploitation de la bibliothèque, soient et sont ratifiés par ce conseil et d'en charger les montants au compte de la Municipalité de Fassett (compte # 603747).

Adopté à l'unanimité.

► **CORRESPONDANCE**

Aucune.

► **SUIVI DES DOSSIERS.**

**9.1 Fabrique Notre-Dame-de-Bonsecours – Recherche de volontaires pour siéger sur le comité de travail.**

Le maire mentionne à l'assemblée que le Conseil de la fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours a mis sur pied un comité de travail dont le mandat est de trouver les orientations réalistes en vue de définir une fonction sociale et communautaire de son bâtiment. Le conseil aimerait pouvoir compter parmi ses membres, un citoyen de la municipalité de Fassett, qui pourrait participer au projet. Si des candidats voulaient se porter volontaire, il nous fera plaisir de les mettre en contact avec le conseil de la fabrique.

**2018-08-178**

**Autorisation de passage pour la 10<sup>ième</sup> édition – Défi 911, le 25 septembre 2018**

CONSIDÉRANT l'événement Défi 911 ayant pour but d'amasser des fonds qui seront remis au Club des Petits Déjeuners;

CONSIDÉRANT l'événement Défi 911 demande une autorisation écrite de droit de passage dans la municipalité de Fassett les 25,26 et 27 septembre 2018;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par Monsieur le conseiller Claude Joubert et résolu :

QUE le conseil autorise le Défi 911 à traverser la municipalité lors de son événement qui se tiendra les 25, 26 et 27 septembre prochains.

Adopté à l'unanimité.

**2018-08-179**

**Autorisation à l'administration – carte Desjardins**

CONSIDÉRANT qu'il serait préférable d'avoir une carte de crédit Desjardins pour les dépenses administratives;

CONSIDÉRANT que Desjardins peut nous proposer de faire un ajout à notre dossier municipal;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par Monsieur le conseiller Gabriel Rousseau et résolu :

QUE le conseil autorise la directrice générale par intérim de même que la secrétaire trésorière adjointe à compléter les formulaires nécessaires à l'obtention d'une carte de crédit supplémentaire au dossier de la municipalité, le tout selon les mêmes termes et conditions que les autres cartes de crédit existantes.

Adopté à l'unanimité.

**2018-08-180**

**Adoption de la facture no. 2086 de N. Siguin Infra-Conseil au montant de 5 862.50\$ plus taxes applicables**

Province de Québec  
Municipalité de Fassett

CONSIDÉRANT la réception de la facture no. 2086 de la firme Infra-Conseil;

CONSIDÉRANT que la facture est représentative des travaux demandés;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par Monsieur le conseiller Claude Joubert et résolu :

QUE le Conseil municipal de Fassett autorise la directrice générale par intérim à acquitter la facture 2086 de la firme Infra-Conseil au montant de 5 862.50\$ plus taxes applicables.

*La directrice générale émet un certificat de crédit à cet effet.*

Adopté à l'unanimité.

**2018-08-181**

**Adoption de la facture no 1807-30 de LNA au montant de 3 852.80\$ plus taxes applicables**

CONSIDÉRANT la réception de la facture no. 1807-30 reçue en provenance de la firme LNA;

CONSIDÉRANT que cette dernière correspond aux travaux demandés;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par Monsieur le conseiller François Clermont et résolu :

QUE le conseil municipal autorise la directrice générale par intérim à déboursier la somme de 3 852.80\$ plus taxes applicables en faveur de la firme LNA.

*La directrice générale émet un certificat de crédit à cet effet.*

Adopté à l'unanimité.

**2018-08-182**

**Adoption de la facture 12 506 de Lapointe Beaulieu Avocats s.a. au montant de 1 025.65\$ plus taxes applicables**

CONSIDÉRANT la facture 12 506 reçue en provenance de la firme Lapointe Beaulieu Avocats s.a.;

CONSIDÉRANT que cette dernière correspond aux services rendus;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par Monsieur le conseiller Claude Joubert et résolu :

QUE le conseil autorise la directrice générale par intérim à acquitter les frais relatifs à la facture 12 506 de la firme Lapointe Beaulieu Avocats s.a au montant de 1 025.65\$ plus taxes applicables.

Adopté à l'unanimité.

**2018-08-183**

**Projet de résolution – demande de dérogations mineures – 438 rue Principale**

- CONSIDÉRANT qu'une demande de dérogation mineure avec les documents requis fût déposée par les propriétaires au 438, rue Principale, sur le lot 5 361 184 au cadastre du Québec afin
- de permettre la subdivision de 3 lots dont leurs largeurs ne respectent la largeur minimale prescrite;
- CONSIDÉRANT que les lots projetés sont de largeurs respectives variant de 35,08 à 35,32 mètres, alors que selon le règlement de lotissement no. 2008-10, à l'article 4.4.1., la largeur minimale est de 45 mètres, donc respectivement une dérogation de 9,92 à 9,68 mètres;
- CONSIDÉRANT que les lots projetés sont d'une superficie, dans leurs parties non submergées, excédant la superficie minimale prescrite au règlement de lotissement d'un lot;
- CONSIDÉRANT que les demandeurs ont soumis des informations complémentaires concernant l'implantation d'une installation septique;
- CONSIDÉRANT que Transports Québec a statué sur leurs exigences concernant les accès aux lots projetés;
- CONSIDÉRANT que suite à la subdivision projetée des lots, la localisation d'une partie du garage existant ne serait pas conforme, comprenant même un empiétement sur le lot voisin;
- CONSIDÉRANT que le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable sur cette demande de dérogation mineure;
- CONSIDÉRANT qu'en vertu du règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme, cette demande porte sur une disposition pouvant faire l'objet d'une demande de dérogation mineure;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par Madame la conseillère Josiane Charron et résolu :

QUE le conseil municipal accorde cette demande de dérogation mineure à la condition que les demandeurs soumettent une proposition permettant de régulariser la localisation du garage existant;

Adopté à l'unanimité.

**2018-08-184**

**Autorisation à la directrice générale – augmentation de la marge de crédit**

- CONSIDÉRANT les dépenses à venir afin de profiter de la subvention TECQ 2014-2018;
- CONSIDÉRANT que l'augmentation de la marge de crédit actuelle serait une solution peu onéreuse d'augmenter la liquidité municipale durant cette période;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par Monsieur le conseiller François Clermont et résolu :

QUE le conseil municipal autorise la directrice générale par intérim ainsi que le maire à compléter tous les formulaires nécessaires à l'augmentation de la marge de crédit. De plus, le conseil autorise également la directrice générale par intérim à défrayer les frais associés à cette augmentation.

*La directrice émet un certificat de crédit à cet effet.*

Adopté à l'unanimité.

**2018-08-185**

**Approbation des factures no. 1244 –corrigée et no. 1245 de Karl Marcotte Excavation, aux montants de 2 231.50\$ plus taxes et 950.00\$ plus taxes applicables**

CONSIDÉRANT les factures no. 1244-corrigée et 1245 reçues de l'entrepreneur Karl Marcotte Excavation;

CONSIDÉRANT que ces dernières sont représentatives des travaux qui ont été effectués;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par Monsieur le conseiller Claude Joubert et résolu :

QUE le conseil autorise la directrice générale par intérim à défrayer les factures no. 1244-corrigée et 1245, aux montants de 2231.50\$ et 950.00\$ plus taxes applicables.

*La directrice générale par intérim émet un certificat de crédit à cet effet,*

Adopté à l'unanimité.

**2018-08-186**

**Officialisation du poste de secrétaire trésorière adjointe et augmentation salariale**

CONSIDÉRANT que la période prévue d'intérim du poste de secrétaire trésorière adjointe tire à sa fin;

CONSIDÉRANT que Madame Cindy Turpin a su répondre aux attentes, autant au niveau du rendement, que du côté quantité et qualité de son travail;

CONSIDÉRANT la satisfaction autant de l'administration générale que des membres du conseil quant au travail accompli par la secrétaire trésorière adjointe;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Monsieur le conseiller Gabriel Rousseau et résolu ;

QUE le conseil désire officialiser madame Cindy Turpin au poste de secrétaire trésorière adjointe. De plus, le conseil souhaite établir son salaire horaire à 16.50\$ l'heure. Le conseil tient à féliciter madame

Cindy Turpin et souligner sa capacité d'adaptation dans son nouveau poste.

*La directrice générale émet un certificat de crédit à cet effet.*

Adopté à l'unanimité.

**2018-08-187**

**Amendement de la résolution 2018-04-086 – changement de signataire.**

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'amender la résolution 2018-04-086 afin de modifier le signataire de la résolution;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Madame la conseillère Josiane Charron et résolu ;

QUE le conseil demande à ce que le règlement soit modifié au niveau du signataire comme suit :

**Province de Québec  
Municipalité de Fassett**

**RÈGLEMENT NUMÉRO 2018-11**

Résolution 2018-04-086

**Adoption du règlement numéro 2018-11 modifiant le règlement 2016-11 pour édicter les normes applicables aux membres du conseil municipal de Fassett – Code d'éthique et de déontologie en manière municipale.**

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a déposé, le 10 juin 2010, le projet de loi 109 concernant la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale, présenté par monsieur Laurent Lessard, ministre des Affaires municipale, des Régions et de l'Occupation du territoire, laquelle Loi a été adoptée le 30 novembre 2010 et sanctionnée le 2 décembre 2010 ;

ATTENDU QUE la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipal crée, en outre, une obligation aux municipalités locales d'adopter un code d'éthique et de déontologie applicable aux élus, lequel sera révisé après chaque élection générale;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit que les règles énoncées dans le code d'éthique et de déontologie des élus municipaux doivent concerner, notamment, les conflits d'intérêts, le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites, les dons et autres avantages, l'utilisation des ressources de la Municipalité ainsi que l'après-mandat;

ATTENDU QUE ce Conseil juge nécessaire et d'intérêt public de se conformer aux demandes du Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire;

ATTENDU QU' un avis de motion a été donné à une séance régulière de ce conseil municipal, soit le 12 mars 2018 en même temps que l'adoption du premier projet du règlement, que le présent règlement serait soumis pour approbation;



À CES CAUSES, il est ordonné et statué par le conseil municipal de la  
Municipalité de Fassett, et ledit Conseil ordonne et statue par  
le règlement ainsi qu'il suit, à savoir;

Il est proposé par Sylvain Bourque et résolu;

QUE le conseil municipal adopte le règlement numéro 2018-11

#### **ARTICLE 1 - PRÉAMBULE**

Le préambule du présent règlement fait partie intégrante de celui-ci.

#### **ARTICLE 2 - OBJET - PRINCIPE GÉNÉRAL**

- 2.1 Le présent règlement a pour objet d'établir un code d'éthique et de déontologie pour tous les membres du Conseil municipal de la Municipalité de Fassett, notamment en souscrivant à des valeurs qui misent sur l'intégrité, l'honneur rattaché aux fonctions de membre du Conseil municipal, la prudence dans la poursuite de l'intérêt public, le respect, la loyauté, l'équité, l'honnêteté, l'objectivité, l'impartialité, et la saine gestion dans une perspective d'intérêt public pour gouverner la Municipalité de Fassett.
- 2.2 Les membres du Conseil municipal doivent exercer leurs fonctions et organiser leurs affaires personnelles de façon à préserver et à maintenir la confiance du public dans l'intégrité, l'objectivité et l'impartialité des décisions de la Municipalité de Fassett. Les membres du Conseil municipal doivent de plus agir avec intégrité, objectivité et impartialité mais doivent aussi préserver les apparences et favoriser la transparence en adoptant un comportement qui préserve et maintient la confiance du public dans l'intégrité et l'impartialité de l'entreprise municipale.

#### **ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION**

À moins qu'il ne soit autrement spécifié, le présent règlement s'applique à tous les membres du Conseil municipal de la Municipalité de Fassett.

#### **ARTICLE 4 - DÉFINITIONS**

Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte s'y oppose, les mots et expressions suivants signifient et ce, sans limitation :

##### **4.1 Avantage**

Tout cadeau, don, faveur, récompense, service, commission, rémunération, rétribution, indemnité, compensation, bénéfice, profit, avance, prêt, réduction, escompte ou toute autre chose utile ou profitable de même nature ou toute promesse d'un tel avantage.

##### **4.2 Code d'éthique**

Dans un sens large le code d'éthique se veut d'abord et avant tout un outil de nature pédagogique, un ensemble de règles de conduite, un code d'honneur, pouvant entraîner l'imposition des sanctions juridiques prévues à la section III, article 31 et 32 de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale, et avoir des conséquences de nature politique pour quiconque n'applique pas ses préceptes.

### **4.3 Comité**

Un comité du Conseil municipal de la Municipalité de Fassett comme constitué par règlement municipal et en vertu de l'article 82 du Code municipal.

### **4.4 Conseil**

Le Conseil municipal de la Municipalité de Fassett.

### **4.5 Déontologie**

La déontologie porte sur les règles de conduite attendues sous l'angle des devoirs et des obligations qui découlent des valeurs et des principes éthiques.

Elle exerce une régulation en vue d'orienter la conduite et vise à codifier ce qui est proscrit et ce qui est permis. Son application est souvent quasi judiciaire et se fonde sur les principes juridiques. Ses principes ont une force obligatoire et exécutoire.

### **4.6 Entité liée**

Société, compagnie, coopérative, association ou personne morale entretenant une relation d'affaire ou autre avec un membre du Conseil municipal de la Municipalité de Fassett.

### **4.7 Éthique**

Le sens de l'éthique est un concept qui tente de guider une personne dans le choix d'un comportement à adopter face à une situation donnée. C'est un ensemble de règles qui encadre la conduite humaine, son application est fondée sur une autodiscipline de la part du sujet.

Elle s'inscrit dans l'art d'exercer son jugement sur la base des valeurs, des normes et des enjeux en cause pour diriger sa conduite et prendre des décisions éclairées dans une situation donnée. Au sens pratique, elle se réfère à un ensemble de valeurs, de règles et de jugements qui orientent le comportement d'un individu et des groupes.

Elle ne doit pas être vue comme un système de contrôles, mais bien plutôt comme l'exercice responsable du jugement et du discernement dans les situations difficiles.

### **4.8 Intérêts personnel**

Intérêt de la personne concernée, qu'il soit direct ou indirect, pécuniaire ou non et qui est distinct de l'intérêt du public en général ou peut-être perçu comme tel par une personne raisonnablement informée.

### **4.9 Membre**

Un membre du comité, qu'il soit membre du conseil municipal ou non.

### **4.10 Membre de la famille immédiate**

Le conjoint au sens de la Loi sur les normes du travail, les ascendants, descendants, frères ou sœurs et leurs conjoints ou une entité liée.

### **4.11 Membre du conseil**

Le maire et les conseillers forment les membres du Conseil municipal de la Municipalité de Fassett.

#### **4.12 Personne-ressource**

Personne nommée par le Conseil municipal pour participer aux activités du comité consultatif d'urbanisme, ou autre comité, mais qui n'est pas un membre et qui n'a pas de droit de vote. La personne-ressource est assujettie aux mêmes devoirs et obligations qu'un membre mais elle peut détenir une charge ou un contrat avec la Municipalité. Le fait pour une personne-ressource d'être un employé de la Municipalité ou de détenir un mandat professionnel de consultant avec la Municipalité n'est pas réputé constitué un conflit d'intérêts. La détention d'un intérêt au sens de l'article 305 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités n'est pas visée par les présentes.

#### **ARTICLE 5 – CONFLIT D'INTÉRÊTS**

**5.1** Pour les fins des présentes, il y a une situation de conflit d'intérêts quand un intérêt personnel pourrait, potentiellement ou en apparence, empêcher le membre du Conseil municipal d'agir d'une façon objective dans l'exercice de ses fonctions et dans les seuls intérêts de la Municipalité de Fassett.

**5.2** Tout membre du Conseil municipal doit exécuter ses fonctions dans l'intérêt public et prendre toutes les mesures nécessaires pour faire valoir cet intérêt public. A cet effet, et sans restreindre la portée, il doit accorder une attention particulière à chaque dossier soumis à des comités ou autres afin de l'évaluer au mérite en tenant compte de ses avantages, de ses inconvénients et de ses impacts sur l'ensemble de la collectivité.

**5.3** Tout membre du Conseil municipal doit assumer fidèlement ses fonctions en conformité avec les législations applicables, incluant la réglementation en vigueur dans la Municipalité. Il souscrit et adhère aux principes d'une saine administration municipale et doit s'acquitter de ses fonctions et de ses responsabilités avec intégrité, dignité et impartialité.

**5.4** Tout membre du Conseil municipal ne doit pas se placer dans une situation où son intérêt personnel ou celui d'un membre de sa famille immédiate pourrait l'influencer dans l'exercice de ses fonctions.

**5.5** Tout membre du Conseil municipal doit s'abstenir de solliciter ou de détenir, pour lui-même, un proche ou une personne morale dans laquelle il possède un intérêt personnel, une charge ou un contrat avec la Municipalité.

**5.6** Afin de prévenir toute situation réelle ou potentielle de conflit d'intérêts, tout membre du Conseil municipal ne peut participer directement ou indirectement à toute demande d'appel d'offres et ne peut avoir avec la Municipalité ou un organisme municipal, un intérêt direct ou indirect dans un contrat, sauf les exceptions prévues aux articles 305 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q. c. E-2.2 et 269 du Code municipal du Québec L.R.Q. c. -27.1).

**5.7** Tout membre du Conseil municipal ne peut solliciter, accepter, ni recevoir quelque rémunération, profit ou avantage que ce soit, autres que ceux qui sont prévus à la Loi, en échange d'une prise de position sur un règlement, une résolution ou toute question soumise ou qui doit être soumise au Conseil municipal ou à un de ses comités.

**5.8** Tout membre du Conseil municipal qui, lors de son élection ou en cours de son mandat ou emploi, est placé dans une situation de conflit d'intérêts, par suite de l'application d'une loi, d'un mariage, d'une union de fait ou de l'acceptation d'une donation ou d'un legs, doit mettre fin à cette situation le plus rapidement possible après l'élection ou la survenance de l'événement qui engendre la situation de conflit d'intérêts.

**5.9** Tout membre du Conseil municipal doit faire connaître publiquement dans sa déclaration d'intérêts pécuniaires annuelle les faits et situations susceptibles de mettre en conflit, directement ou indirectement, l'intérêt public ou les devoirs de sa fonction et son intérêt personnel ou celui de sa famille immédiate de façon à ce que les citoyens soient à même de constater qu'il exerce ses fonctions avec intégrité, impartialité et objectivité ou, le cas échéant, d'observer qu'ils dérogent à la façon correcte d'agir en maintenant celle-ci à jour dès qu'il a connaissance de tout fait ou situation de cette nature en déposant, auprès de la Secrétaire-trésorière et Directrice générale de la Municipalité, une déclaration amendée.

## **ARTICLE 6 – CADEAUX – DONS**

**6.1** Tout membre du Conseil municipal doit refuser tout cadeau, marque d'hospitalité ou autre avantage quel que soit sa valeur qui risque d'avoir une influence sur son jugement ou l'exercice de ses fonctions ou qui pourrait donner lieu à une perception d'un tel risque.

**6.2** Nonobstant l'article 6.1, un membre du Conseil municipal peut recevoir certains avantages lorsque ceux-ci :

a) sont conformes aux règles du protocole, de l'hospitalité ou de l'usage

b) ne proviennent pas d'une source anonyme

c) ne sont pas constitués d'une somme d'argent, d'une action, d'une obligation, d'un effet de commerce ou d'un titre quelconque de finances

d) ne sont pas de nature à laisser planer un doute sur leur intégrité, leur indépendance ou leur impartialité, celle de la Municipalité ou d'un organisme municipal

**6.3** Tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage reçu par un membre du Conseil municipal et qui n'est pas de nature purement privée ou visée par l'article 6.1 doit, lorsque sa valeur excède 200 \$, faire l'objet, dans les 30 jours de sa réception, d'une déclaration écrite par ce membre auprès de la Secrétaire-trésorière et Directrice générale de la Municipalité de Fassett.

**6.4** Cette déclaration doit contenir une description adéquate du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu, et préciser le nom du donateur ainsi que la date et les circonstances de sa réception. La Secrétaire-trésorière et Directrice générale tient un registre public de ces déclarations.

**6.5** La présente règle ne s'applique pas lorsque la marque d'hospitalité ou l'avantage provient d'un gouvernement ou d'une municipalité, d'un organisme gouvernemental ou municipal, ou d'un de leurs représentants officiels si le membre du Conseil municipal fait remise de l'avantage reçu à la Municipalité s'il s'agit d'un repas consommé en présence de la personne qui l'a offert et qui est inférieur à 200 \$

**6.6** Lorsqu'un membre du Conseil municipal reçoit directement ou indirectement une marque d'hospitalité ou un autre avantage dans le cadre d'une activité de formation ou de perfectionnement conformément à l'article 6.2, il doit en informer la Directrice générale. La déclaration du membre du Conseil municipal doit faire l'objet d'une description par la Directrice générale en précisant les circonstances. Le présent article ne s'applique pas à une marque d'hospitalité ou tout autre avantage lorsqu'un membre du Conseil municipal a reçu ces derniers dans l'exercice de ses fonctions officielles de la part d'un représentant ou d'un organisme d'un gouvernement, ou d'une association professionnelle dont ils sont membres.

**6.7** Chaque donateur reçoit une copie du présent règlement relative à l'éthique, afin qu'il sache que le cadeau ou le don ne peut être accepté. Les professionnels et les entreprises qui font affaires avec la Municipalité recevront une copie du présent règlement.

## **ARTICLE 7 – DEVOIR DE DISCRÉTION**

**7.1** Tout membre du Conseil municipal ne peut utiliser à son propre avantage ou bénéfice des renseignements obtenus dans l'exercice de ses fonctions et qui ne sont pas généralement communiqués au public.

**7.2** Tout membre du Conseil municipal ne peut transmettre à des tiers des renseignements obtenus dans l'exercice de ses fonctions et qui ne sont pas généralement communiqués au public.

**7.3** Tout membre du Conseil municipal ne peut transmettre à des tiers des renseignements ou de l'information nominative au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. La Directrice générale est la personne responsable désignée en vertu de ladite Loi et elle possède seule, l'autorité déléguée pour décider du caractère nominatif d'une information.

**7.4** Tout membre du Conseil municipal, à l'exception du maire, ne peut sans l'autorisation du Conseil municipal transmettre une information qui n'est pas nominative et n'est pas généralement communiquée ou connue du public.

**7.5** Afin de préserver le secret quant aux renseignements de nature confidentielle, tout membre du Conseil municipal doit :

a) s'abstenir de faire usage de tels renseignements au préjudice de la Municipalité ou en vue d'obtenir, directement ou indirectement, un avantage pour lui-même ou pour autrui

b) prendre les mesures nécessaires pour que ces collaborateurs et son entourage ne communiquent pas ou n'utilisent pas de tels renseignements qui viennent à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions

c) Il est interdit à tout membre du conseil de la municipalité de faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la municipalité, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente de la municipalité.

## **ARTICLE 8 – UTILISATION DES RESSOURCES – DU NOM – DES MARQUES OU ARMOIRIES OU LOGO**

**8.1** Tout membre du Conseil municipal doit s'abstenir d'utiliser ou de permettre l'utilisation à des fins autres que celles auxquelles ils sont destinés, des ressources, des biens ou des services de la Municipalité ou des organismes municipaux ou d'utiliser l'autorité de sa fonction pour son intérêt personnel ou celui d'un membre de sa famille immédiate.

**8.2** Malgré l'article 8.1, un contribuable peut utiliser certains biens ou services de la Municipalité à des fins personnelles, s'il s'agit d'un service offert de façon générale par la Municipalité ou par un organisme municipal.

**8.3** Tout membre du Conseil municipal doit s'abstenir dans les contrats et ententes qu'il conclut à titre personnel avec des tiers d'utiliser le nom ou le logo de la Municipalité de façon à laisser croire à l'autre partie que le contrat ou l'entente est conclue avec la Municipalité ou que cette dernière s'en porte caution ou y est impliquée à quelque titre que ce soit.

**8.4** Tout membre du Conseil municipal doit s'abstenir d'utiliser le papier à en-tête de la Municipalité aux fins de ses activités personnelles.

**8.5** Tout membre du Conseil municipal qui détient ou acquiert des intérêts dans une compagnie, société ou entreprise doit éviter que l'on se serve du poste qu'il occupe à la Municipalité à des fins de publicité ou d'appui promotionnel pour l'entreprise concernée.

#### **ARTICLE 9 – AFFAIRES AVEC LA MUNICIPALITÉ**

Tout membre du Conseil municipal doit s'abstenir de détenir directement ou indirectement un intérêt dans un contrat avec la Municipalité ou un organisme municipal, sous réserve des exceptions prévues par la Loi.

#### **ARTICLE 10 – RESPECT DES MÉCANISMES DE DÉCISION – RELATIONS AVEC LES EMPLOYÉS – PROCESSUS D'EMBAUCHE**

**10.1** Tout membre du Conseil municipal doit respecter les prescriptions législatives et administratives régissant les mécanismes de prise de décision de la Municipalité et de ses organismes municipaux.

**10.2** Tout membre du Conseil municipal doit maintenir des relations respectueuses avec les autres membres du Conseil municipal de la Municipalité, les employés de celle-ci et les citoyens.

**10.3** Tout membre du Conseil municipal doit s'abstenir de participer ou d'influencer quiconque lors d'embauche, de supervision, de promotion ou d'évaluation du rendement d'un membre de sa famille immédiate ou d'une personne à laquelle il est légalement ou personnellement redevable.

**10.4** Tout membre du Conseil municipal doit divulguer tout lien de parenté ou d'affiliation sociale par-devers un candidat pouvant affecter sa crédibilité et se retirer de tout comité de sélection.

#### **ARTICLE 11 – PARTICIPATION À DES SÉANCES DE FORMATION – SERMENT DE LA PERSONNE ÉLUE**

**11.1** Tout membre du Conseil municipal participera, dans les quatre (4) mois de son entrée en fonction, à une session de formation sur l'éthique et la déontologie conçue spécialement pour le milieu municipal et aux sessions de formation complémentaires offertes périodiquement pendant la durée du mandat.

**11.2** Tout membre du Conseil municipal doit prêter serment conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités en tenant compte des règles du code d'éthique et de déontologie.

#### **ARTICLE 12 – MÉCANISMES D'APPLICATION ET DE CONTRÔLE - SANCTIONS**

**12.1** Toute personne qui a des motifs raisonnables de croire qu'un membre du Conseil municipal a commis un manquement à une règle prévue au code d'éthique et de déontologie qui lui est applicable peut en saisir le Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire au plus tard dans les trois ans qui suivent la fin du mandat de ce membre, le tout en conformité avec les articles 20 à 30 de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

**12.2** Toute plainte au regard du présent règlement, pour être complète, doit être écrite, assermentée, motivée et accompagnée, s'il y a lieu, de tout document justificatif.

**12.3** Conformément aux articles 7 et 31 de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale : Un manquement au présent Code d'éthique et de déontologie visé par un membre du Conseil municipal de la Municipalité de Fassett peut entraîner l'imposition des sanctions suivantes :

- a) La réprimande.
- b) La remise à la Municipalité, dans les 30 jours de la décision de la Commission municipale du Québec :
  - du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu ou de la valeur de ceux-ci.
  - de tout profit retiré en contravention d'une règle énoncée dans le Code.
- c) Le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue, pour la période qu'a duré le manquement à une règle prévue au Code, comme membre du Conseil municipal, d'un comité ou d'une commission de la Municipalité ou d'un organisme.
- d) La suspension du membre du Conseil pour une période dont la durée ne peut excéder 90 jours, cette suspension ne pouvant avoir effet au-delà du jour où prend fin son mandat.

**12.4** Lorsqu'un membre du Conseil municipal est suspendu, il ne peut siéger à aucun conseil, comité ou commission de la Municipalité ou, en sa qualité de membre d'un Conseil municipal de la Municipalité, d'un autre organisme, ni recevoir une rémunération, une allocation ou toute autre somme de la Municipalité ou d'un tel organisme.

#### **ARTICLE 13 – L'APRÈS-MANDAT**

**13.1** Tout membre du Conseil municipal qui a cessé d'exercer ses fonctions doit se comporter de façon à ne pas tirer avantage indu de ses fonctions antérieures.

**13.2** Tout membre du Conseil municipal doit s'abstenir de divulguer une information confidentielle qu'il a obtenue ni d'utiliser à son profit ou au profit d'un tiers, l'information non disponible au public obtenue dans le cadre de ses fonctions.

**13.3** Tout membre du Conseil municipal doit s'abstenir, dans les douze (12) mois qui suivent la fin de son mandat, d'occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction de telle sorte que lui-même ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre de membre du Conseil municipal.

#### **ARTICLE 14 – RÉVISION DES RÈGLES ÉDICTÉES – CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE**

Les membres du Conseil municipal conviennent de réviser et d'adopter en début de chaque nouveau mandat de quatre (4) ans les règles régissant le code d'éthique et de déontologie, afin de réitérer leur engagement à l'égard du respect et de la promotion des règles qu'il contient et qu'il reflète l'évolution des préoccupations locales de même que les orientations et les priorités des élus. Les formalités prévues à la loi sur l'éthique et la déontologie ont été respectées.

#### **ARTICLE 15 – DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES**

Le masculin et le singulier sont utilisés dans le présent règlement sans discrimination et inclut le féminin et le pluriel afin d'éviter un texte trop lourd.

**ARTICLE 16 – ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication, conformément à la Loi.

Adopté à l'unanimité.

► **VARIA**

**2018-08-188**

**MMQ – visite de conformité des installations - suivis**

CONSIDÉRANT la visite de nos installations par un conseiller en gestion de risque référé par notre couverture d'assurance;

CONSIDÉRANT que les conseils et recommandations soulevés afin de sécuriser nos installations;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Monsieur le conseiller Claude Joubert et résolu ;

QUE le conseil municipal demande à la directrice générale par intérim, ainsi qu'au directeur des travaux publics de procéder aux modifications conseillées par le gestionnaire de risque de la MMQ. Une fois le tout mis en place, la directrice générale par intérim fera le suivi nécessaire avec l'assureur MMQ afin de l'informer de la réalisation des changements.

*La directrice générale émet un certificat de crédit à cet effet.*

Adopté à l'unanimité.

**2018-08-189**

**Demande de SACO – travaux compensatoires**

CONSIDÉRANT la possibilité pour la municipalité de participer au programme de travaux compensatoires avec l'organisation SACO;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Madame la conseillère Josiane Charron et résolu ;

QUE le conseil mandate la directrice générale par intérim à procéder à la signature d'une entente permettant la réalisation de travaux compensatoires au sein de la municipalité pour la prochaine année. Le conseil et la direction générale se réserve toutefois un droit de regard sur les candidats qui lui seront proposés.

Adopté à l'unanimité.

**2018-08-190**

**Demande de prolongation de permis et d'entente – 294 rue Principale**

CONSIDÉRANT la demande reçue en provenance des propriétaires du 294 rue Principale, à Fassett, au sujet d'une prolongation d'une entente venant à échéance le 9 août 2018;



CONSIDÉRANT que ladite entente avait pour but de permettre aux propriétaires du 294 rue Principale de régulariser la situation de bâtiment accessoire, selon certaines conditions et obligations;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Monsieur le conseiller Gabriel Rousseauet résolu ;

QUE le conseil autorise un délai supplémentaire de trois (3) mois aux propriétaires du 294 rue Principale afin de pouvoir régulariser la situation du bâtiment accessoire, selon les conditions établies lors de la précédente entente. La période de trois mois débutera lors de l'envoi de la résolution au citoyen.

Adopté à l'unanimité.

**Période de questions**

Aucune question.

**2018-08-191**

**Levée de l'assemblée**

20h03 Il est proposé par Monsieur le conseiller François Clermont que la présente assemblée soit et est levée.

Adopté à l'unanimité.

---

**Éric Trépanier**  
**Président d'assemblée**

---

**Chantal Laroche**  
**Directrice générale, par intérim**